

Écrit par Jan Willems

Jeudi, 17 Septembre 2009 09:24 - Mis à jour Jeudi, 17 Septembre 2009 14:54

---



Le journal Soir a révélé qu'Electrabel allait encore augmenter ses tarifs pour l'électricité et le gaz de 9 à 10% à la fin de l'année. Cela s'ajoute à la hausse de 13% pour le gaz l'année dernière... alors que les prix mondiaux du gaz et de l'énergie ont baissé de moitié cette année. Les usagers belges paient déjà leur électricité près de 30% plus cher qu'en France!

Au cours des années 1980, la Commission Européenne et les gouvernements belges (dont faisaient partie les quatre grands partis) ont tous promis que les privatisations et le grand marché européen de l'énergie feraient baisser les prix. On voit qu'il n'en rien. Le pouvoir des grands groupes privés qui produisent l'électricité et le gaz n'ont jamais été aussi importants. Au cours des années 80-90, les vagues successives de fusions ont créé de véritables monopoles privés en Belgique. Ainsi la multinationale Suez a pris le contrôle d'Electrabel à la fin des années 1980 et a fusionné avec GDF pour contrôler plus de 90% de la production d'électricité en Belgique.

Il existe un régulateur public, la CREG, sensé s'assurer qu'il n'y a pas d'abus en matière de

Écrit par Jan Willems

Jeudi, 17 Septembre 2009 09:24 - Mis à jour Jeudi, 17 Septembre 2009 14:54

---

prix. Mais Electrabel refuse de lui communiquer les informations sur ses coûts réels malgré les demandes répétées de la CREG. Les fonctionnaires de la CREG ont publiquement admis que le gouvernement ne leur avait pas accordé les moyens d'obtenir ces informations.

L'année passée, l'ONG Greenpeace démontrait qu'Electrabel prévoyait de surfacturer plus de 11 milliards d'euros à la population d'ici à 2025. Ce racket organisé se fait avec la complicité des gouvernements successifs quelque soient leurs couleurs. En effet, en octobre 2007, une équipe de journalistes de la VRT révélait l'existence d'un accord secret entre le gouvernement Verhofstadt II et Electrabel. Cet accord prévoyait notamment que la prochaine augmentation de tarif aurait lieu après les élections fédérales de juin 2007, en échange de quoi, le gouvernement entérinerait la situation de quasi-monopole d'Electrabel et lui laisserait imposer ses prix.

Quant aux parlementaires qui sont censé être le pouvoir souverain, le gouvernement les a purement et simplement menacé de la suppression de leurs indemnités parlementaires s'ils révélaient à quiconque le contenu de cet accord secret dont le document ne pouvait être consulté que dans un coffre-fort du parlement ! Face à cette sanction (illégale) du gouvernement qui frappait au portefeuille, aucun parlementaire n'a donc osé mentionner en public le contenu dudit document. Seuls quelques journalistes et des ONG, qui semblaient mieux connaître les lois que ceux qui les font et les votent, ont demandé au gouvernement de quel droit on pouvait cacher ce document à la population, ce qui a révélé le scandale. Comme quoi, les républiques bananières au service des grands trusts capitalistes ne se situent pas toutes sous les latitudes tropicales...

Du coup, le gouvernement s'est un peu agité et le ministre fédéral de l'énergie, Paul Magnette (PS) a parlé de faire payer Electrabel pour ces surprofits. En fait de paiement, la somme est assez dérisoire par rapport aux fruits juteux de ce racket : l'Etat n'a imposé qu'un quart de milliard à Electrabel l'année passée.

Conscient de son impopularité croissante, la direction d'Electrabel craint qu'avec la crise et la poursuite de la hausse de leurs tarifs, l'Etat n'ose à nouveau taxer une petite partie de leurs plantureux profits. Mestrallet, le patron de GDF-Suez a déclaré « J'avais la signature d'un Premier ministre (Guy Verhofstadt, NDLR) qui s'engageait pour que le cadre fiscal ne soit pas modifié. Il l'a été. Ce n'est pas normal. Cela ne se fait pas ». Choquant, un gouvernement change, mais l'accord fiscal avec la multinationale capitaliste devrait être maintenu éternellement ... On voit comme les patrons se moquent des élections soi-disant démocratiques.

Écrit par Jan Willems

Jeudi, 17 Septembre 2009 09:24 - Mis à jour Jeudi, 17 Septembre 2009 14:54

---

En tout cas, Mestrallet montre qui dirige vraiment ce pays : ni les ministres et ni les parlementaires mais bien les multinationales capitalistes comme GDF-Suez. Il se moque aussi des promesses gouvernementales qui avaient jadis affirmé que la Belgique sortirait du nucléaire dès que possible. Le patron de GDF-Suez affirme que la Belgique « a les meilleures centrales nucléaires au monde » et que si la Belgique « décide de prolonger, nous regarderons si cette prolongation a du sens pour nous. Si on veut nous faire perdre de l'argent en Belgique, nous reverrons notre position. Mais nous souhaitons au contraire que les conditions soient réunies pour continuer d'investir. ». Mestrallet ne fait rien d'autre que de menacer de ne plus investir en Belgique. Ce chantage est évidemment irresponsable. Les capitalistes vont-ils laisser se dégrader les centrales nucléaires ou sous-investissant, les rendant de plus en plus dangereuses ? Qui paiera la facture en cas d'accident ou lorsqu'il faudra passer aux énergies renouvelables ? La population laborieuse, comme toujours !

Mais si Monsieur Mestrallet ne veut plus investir en Belgique, laissons le secteur public gérer l'énergie. Nous pourrions alors avoir une énergie propre, renouvelable et meilleur marché qu'avec ce monopole privé !

Albert Frère, l'homme le plus riche de Belgique et un des principaux actionnaires de GDF-Suez, a déclaré ce mois-ci que « GDF Suez n'est pas une société taillable et corvéable à merci ». Pour Albert Frère dont la fortune est estimée à plus de 3 milliards d'euros, ceux qui sont corvéables et taillables à merci, se sont les usagers belges...

Le racket et le chantage irresponsable de GDF-Suez démontre qu'il est temps de nationaliser l'énergie comme les autres secteurs clefs de l'économie et de placer la production et la distribution d'électricité sous le contrôle des travailleurs et de la population. Ainsi on pourrait connaître le coût réel de l'énergie, la rendre accessible à tous et assurer l'usage d'une production énergétique qui respecte vraiment l'environnement. Seule une poignée de rentiers parasites comme Albert Frère ont intérêt à poursuivre cette gestion capitaliste de l'énergie qui est insensée et coûteuse.